

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 23 FÉVRIER 2011

WOENSDAG 23 FEBRUARI 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 heures sous la présidence de M. Flor Van Noppen.

01 Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les contrôles de la température de conservation des denrées alimentaires" (n° 2504)

01.01 Reinilde Van Moer (N-VA): Une enquête récente de Test-Achats confirme les résultats d'une autre enquête, de 2003: la réglementation sur la température de conservation de certains produits alimentaires d'origine animale n'est pas toujours respectée. Ainsi, 49 % des aliments contrôlés ne seraient pas conformes aux normes légales. De même, les contrôles de l'AFSCA concernant le respect de l'arrêté royal du 10 novembre 2005 seraient perfectibles.

La ministre a-t-elle conscience de ces problèmes? Incitera-t-elle l'Agence à rendre ses contrôles plus efficaces?

01.02 Sabine Laruelle, ministre, au nom de Mme Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (*en néerlandais*): Je suis au courant de l'enquête réalisée par Test-Achats, mais je ne suis pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle les contrôles de l'AFSCA seraient insuffisants. Le programme de contrôles de l'AFSCA repose sur une méthodologie publique et est évalué chaque année au sein du comité consultatif, lequel réunit tous les acteurs concernés, dont Test-Achats. Les résultats de cette évaluation sont repris dans le rapport annuel, tandis que la fréquence des inspections figure dans le business plan de l'AFSCA.

La température maximale autorisée fait l'objet d'un contrôle particulièrement rigoureux: dans les listes de contrôle, le non-respect des températures de conservation est lourdement pénalisé par le système de pondération.

Le rapport annuel, le business plan et les listes de contrôle sont disponibles sur le site de l'AFSCA.

Les résultats officiels des contrôles effectués par l'AFSCA sont plus nuancés. En 2010, 2 000 inspections ont été réalisées dans des boucheries et 6,8 % d'infractions ont été constatées en matière de températures de conservation. Dans les boucheries ambulantes le taux d'infraction a été de 11 % pour 115 inspections et dans les autres commerces de détail de 12 % pour 3 500 inspections. Dans la grande majorité des cas, les températures mesurées étaient par conséquent conformes à la réglementation.

Je fais pleinement confiance à l'AFSCA dans le choix des priorités et je considère en outre que sa méthodologie est plus représentative que celle de l'échantillon mesuré par Test-Achats.

01.03 Reinilde Van Moer (N-VA): Il est étrange que l'AFSCA et Test-Achats aboutissent à des résultats différents.

01.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): C'est normal puisque l'AFSCA procède à des contrôles plus représentatifs et leurs résultats le sont également.

L'incident est clos.

02 Question de M. Damien Thiéry à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'interdiction de commercialiser le lait cru ou les denrées à base de lait cru" (n° 2516)

02.01 Damien Thiéry (MR): La fièvre Q ou coxiellose est causée par la bactérie *Coxiella burnetii* qui affecte de nombreux animaux et est transmissible à l'homme, d'où son importance. En Belgique, le lait des exploitations caprines et ovines est contrôlé depuis décembre 2009. Par contre, seules les exploitations positives doivent pasteuriser leur lait.

Quelles mesures comptez-vous prendre de manière générale et plus particulièrement pour les producteurs de produits à base de lait cru?

02.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Des dizaines de personnes ont trouvé la mort aux Pays-Bas avec cette bactérie. Ne voulant prendre aucun risque avec la santé humaine, j'ai proposé la vaccination obligatoire dans les exploitations caprines infestées. Une fois les animaux vaccinés, ces exploitations seront dispensées de l'obligation de faire pasteuriser leur lait.

Cependant, aujourd'hui, tous les vaccins partent aux Pays-Bas, conformément à un contrat que ce pays a signé avec la firme productrice. Dès que possible, normalement au printemps prochain, l'AFSCA mettra des vaccins à la disposition des vétérinaires. Seuls les frais liés à l'administration du vaccin seront à charge des éleveurs.

En outre, les exploitations contaminées seront obligées de respecter certaines mesures d'hygiène destinées à empêcher la propagation du germe à l'intérieur comme à l'extérieur de l'exploitation, limitant ainsi une éventuelle contamination humaine.

Afin de détecter les exploitations infectées, un examen est imposé à toutes les exploitations ovines et caprines en cas d'avortement, car c'est un élément indicateur, et une analyse de lait est effectuée dans les exploitations de brebis ou de chèvres laitières. L'AFSCA prend à sa charge le coût des analyses de lait et des examens après avortement.

Seules sept exploitations sont aujourd'hui soumises à pasteurisation et aucune ne produit du lait cru ou du fromage au lait cru.

02.03 Damien Thiéry (MR): Je suis content d'apprendre que la vaccination sera obligatoire à partir du printemps.

02.04 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): J'ai obtenu de mon collègue néerlandais une réserve de 3 000 doses de vaccin que nous pourrions utiliser tout de suite si une exploitation qui produit du fromage au lait cru était touchée, ce qui lui éviterait de devoir pasteuriser.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les dérogations accordées en Belgique pour les pesticides" (n° 2701)

03.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): L'article 53 du règlement européen du 21 octobre 2009 autorise, en situation d'urgence et sous certaines conditions, des dérogations en matière d'utilisation de produits phytosanitaires. Selon le *Pesticides Action Network Europe* (PAN EU), le nombre de dérogations a augmenté de 500 % en quatre ans en faveur de substances présentant des risques sanitaires conséquents et bien connus; il n'y a que peu ou pas d'informations sur les volumes utilisés, sur les justifications des dérogations et sur les mesures qui les encadrent.

La Belgique n'aurait autorisé que trois dérogations en 2009 et quatre en 2010, mais fytowebe.be ne mentionne pas ces dérogations ni n'en donne les justifications que l'État est tenu de fournir.

Ces dérogations ont-elles été effectivement accordées en 2010? Pour quelles substances? Quelles justifications en donne-t-on?

Président: Hans Bonte.

03.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Le règlement 1107/2009 n'entrera en application que le 14 juin 2011. Entre-temps, la directive 91/414, toujours d'application, autorise la mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques si un danger ne peut être maîtrisé autrement et pendant 120 jours maximum.

Le SPF Santé publique a toujours essayé de limiter au maximum le nombre de dérogations, qui est de quatre pour 2010. Les informations relatives à ces dérogations se trouvent sur le site fytowebe.be sous la rubrique "Communiqués de presse". Ce sont les suivantes: ANTAK, du 15 mai au 12 septembre, contre la croissance excessive des tiges de tabac; bentazone, pendant 120 jours à partir du 1^{er} juillet pour le désherbage en production de semence de trèfle; DD-95 et TELONE II (à base de 1,3-dichloropropène), du 18 mars au 12 juillet, pour la désinfection de sols en cultures horticoles; Menno Clean (contenant de l'acide benzoïque), du 1^{er} janvier au 31 décembre (plusieurs autorisations), pour la désinfection des serres vides et des outils, sans laquelle la culture notamment des tomates, aurait été compromise.

03.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Je ne savais pas qu'il fallait aller voir dans le communiqué de presse. Est-ce parce qu'il n'y a pas d'alternative valable ou parce que les circonstances climatiques sont exceptionnelles?

03.04 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Il n'y a pas d'autres produits, et l'utilisation est extrêmement précise: tiges de tabac, semences de trèfle ou cultures sous serre, en atmosphère contrôlée, donc.

03.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Comment encourage-t-on la recherche d'alternatives à ces substances que l'Europe considère comme dangereuses et interdites?

03.06 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Vous savez combien coûte le développement d'un produit? Vous pouvez toujours demander l'abandon de la culture du tabac en Belgique!

03.07 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Je vais y réfléchir.

L'incident est clos.

Le **président**: Mme Muylle souhaite transformer sa question n° 2709 en question écrite. Elle recevra une réponse écrite.

04 Question de M. Flor Van Noppen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le grand nombre de plaintes adressées à l'AFSCA" (n° 2711)

04.01 Flor Van Noppen (N-VA): Le nombre de plaintes relatives à l'alimentation enregistrées par l'AFSCA a quasiment doublé ces dernières années. L'AFSCA estime que cette attitude plus critique du consommateur est due à l'influence des programmes télévisés de cuisine, mais je pense que cela n'explique pas tout. La vigilance est de mise.

Quelles étaient les principales plaintes en 2010? Dans quels secteurs les plaintes sont-elles les plus courantes? Quelles sont les différences par rapport aux années précédentes?

04.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): En 2010, le Point de contact pour les Consommateurs a enregistré 4 039 plaintes concernant l'alimentation. Voici le top 5: 1 264 plaintes portaient sur l'hygiène des locaux et des personnes, 777 sur la réglementation sur le tabac, 589 sur les méthodes de fabrication et de conservation, 460 sur le bien-être des animaux et 378 sur les intoxications alimentaires présumées. Depuis quelques années, ce classement ne change pas, hormis les plaintes sur la réglementation sur le tabac, mais

cette dernière réglementation change régulièrement.

Si les plaintes concernent principalement le secteur de la distribution, c'est parce qu'il est en contact direct avec le consommateur. Ce dernier est de plus en plus sensible à l'importance de la sécurité alimentaire et la notoriété du Point de contact grandit. Le motif de chaque plainte est connu, mais il n'existe pas de statistiques sur les différents sous-secteurs.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les mesures additionnelles décidées au niveau européen pour protéger les abeilles et les insectes contre les insecticides" (n° 2717)

05.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Les semences traitées sont dangereuses pour les abeilles. Nous avons constaté une intoxication massive d'abeilles en Allemagne, car la substance enrobant les graines s'envolait en poussière et polluant les plantes voisines. Un communiqué de presse récent du SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement traite des mesures additionnelles prises au niveau européen pour les insecticides présents dans ces poussières: traitement exclusivement pratiqué dans des entreprises professionnelles, interdiction de traitement par les agriculteurs, semoirs pneumatiques pourvus de déflecteurs permettant de diriger le flux d'air vers le sol, élimination des adventices en floraison, mise en place de programmes de surveillance. Le SPF Santé publique et Environnement énumère encore quelques autres précautions.

Toutes ces mesures ne constituent-elles pas un emplâtre sur une jambe de bois? Quelle est la faisabilité de ces mesures, précises mais difficilement contrôlables sur le terrain?

Le communiqué cite les noms commerciaux des pesticides; or, ces noms changent vite. Ne faudrait-il pas plutôt citer les principes actifs?

Ne pensez-vous pas que la mesure "éliminer les adventices en floraison" risque de pousser l'agriculteur à éliminer toutes les "mauvaises herbes", au détriment de la biodiversité?

Comment les services pourront-ils contrôler que ces mesures sont véritablement appliquées?

05.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Je suis ravie de votre soutien quant à l'utilisation de certains produits phytopharmaceutiques. Il s'agit de la mise en œuvre d'une législation européenne.

Ces mesures sont, jusqu'à présent, préventives. Le problème engendré par les poussières toxiques formées lors du semi n'est pas constaté en Belgique. Au niveau fédéral, nous veillons à ce que les produits phytosanitaires mis sur le marché répondent à des critères européens de sécurité. Si nécessaire, ils sont supprimés.

Mes services ont préféré mentionner les noms commerciaux des produits plutôt que ceux des substances actives car ces dernières sont mal connues des utilisateurs. Les décisions du Comité d'agrément sont consultables sur le site phytoweb. Un délai de mise en œuvre sera respecté.

L'enlèvement des adventices en floraison est recommandé dans les zones devant être traitées par d'autres types d'application. Dans le cas qui nous occupe ces traitements seront minoritaires.

05.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Ces mesures sont, dans la pratique, quasiment incontrôlables. Il faudrait plutôt s'attaquer à la cause du problème, à savoir la présence de ces insecticides toxiques, qui portent atteinte à la population des abeilles.

Même les graines enrobées, du fait de la germination, donnent lieu à une plante qui présente du produit, lequel peut être capté par l'abeille.

05.04 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): On peut aussi interdire l'agriculture!

05.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Non, mais le jour où les abeilles disparaîtront, cela posera un grave problème! Nous ne serons jamais d'accord!

05.06 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Non! Mais ce n'est pas grave!

L'incident est clos.

Le **président** : À sa demande, la question n° 2791 de Mme Fonck est transformée en question écrite

La discussion des questions se termine à 10 h 30.

De vergadering wordt geopend om 10.00 uur en voorgezeten door de heer Flor Van Noppen.

01 Vraag van mevrouw Reinilde Van Moer aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de controles op de bewaartemperatuur van voedingsmiddelen" (nr. 2504)

01.01 Reinilde Van Moer (N-VA): Een recent onderzoek van Test-Aankoop bevestigt de resultaten van een eerder onderzoek uit 2003: de regelgeving op de bewaringstemperatuur van bepaalde levensmiddelen van dierlijke oorsprong wordt niet altijd nageleefd. 49 procent van de gecontroleerde eetwaren zou niet voldoen aan de wettelijke normen. De controle op de naleving van het KB van 10 november 2005 door het FAVV zou ook tekortschieten.

Is de minister zich bewust van het probleem? Zal zij het Agentschap aanzetten tot betere controles?

01.02 Minister Sabine Laruelle, in naam van mevrouw Onkelinx, vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie (*Nederlands*): Het onderzoek van Test-Aankoop is me bekend, maar ik ben het er niet mee eens dat de controle door het FAVV zou tekortschieten. Het controleprogramma van het FAVV steunt op een openbare methodologie en wordt elk jaar toegelicht in het raadgevend comité, waar alle betrokkenen – ook Test-Aankoop – aanwezig zijn. De resultaten staan in het jaarverslag, terwijl de inspectiefrequenties in het businessplan van het FAVV zijn opgenomen.

De wettelijke maximale temperatuur wordt als belangrijk aandachtspunt nauwgezet gecontroleerd: het niet-respecteren van de bewaartemperaturen krijgt een zware weging in de checklists.

Het jaarverslag, het businessplan en de checklists zijn terug te vinden op de site van het FAVV.

De officiële controleresultaten van het FAVV geven een meer genuanceerd beeld. In 2010 werden 2.000 inspecties uitgevoerd in vleeswinkels, met als resultaat 6,8 procent inbreuken op de bewaartemperaturen. In de ambulante vleeswinkels was dat 11 procent inbreuken op 115 inspecties en in de overige detailhandelszaken 12 procent op 3.500 inspecties. In de overgrote meerderheid waren de meettemperaturen dus in overeenstemming met de reglementering.

Ik heb er alle vertrouwen in dat het FAVV de juiste accenten legt en dat zijn methodologie als meer representatief beschouwd kan worden dan de steekproef van Test-Aankoop.

01.03 Reinilde Van Moer (N-VA): Het is eigenaardig dat het FAVV en Test-Aankoop tot verschillende resultaten komen.

01.04 Minister Sabine Laruelle (*Nederlands*): Dat is normaal: het FAVV doet meer representatieve controles en biedt dus representatieve resultaten.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het verbod op de vermarkting van rauwe melk of van voedingsmiddelen waarin rauwe melk verwerkt is" (nr. 2516)

02.01 Damien Thiéry (MR): Q-koorts of coxiellose wordt veroorzaakt door de bacterie *Coxiella burnetii*, die heel wat dieren treft, maar ook op de mens kan worden overgedragen. In België wordt de melk van geiten- en schapenbedrijven sinds 2009 gecontroleerd. Enkel de 'positieve' bedrijven moeten hun melk pasteuriseren.

Welke maatregelen zult u uitvaardigen, in het algemeen en meer in het bijzonder ten aanzien van de producenten van levensmiddelen op basis van rauwe melk?

02.02 Minister Sabine Laruelle (Frans): In Nederland zijn tientallen mensen die met deze bacterie waren besmet, overleden. Omdat ik op het vlak van de volksgezondheid geen enkel risico wilde nemen, heb ik de vaccinatie verplicht gesteld voor besmette geitenbedrijven. Als de dieren eenmaal gevaccineerd zijn, hoeven deze bedrijven hun melk niet meer te pasteuriseren.

Vandaag gaan alle vaccins naar Nederland, overeenkomstig een contract dat de Nederlandse overheid met de producent heeft gesloten. Zodra het kan, normaliter dit voorjaar, zal het FAVV vaccins ter beschikking stellen van de dierenartsen. Kwekers zullen enkel de kosten voor de toediening van het vaccin moeten betalen.

De besmette bedrijven zullen bovendien een aantal hygiënemaatregelen moeten in acht nemen. Deze maatregelen hebben tot doel de verspreiding van de bacterie zowel binnen als buiten het bedrijf te voorkomen. Zo wordt het risico kleiner dat er mensen worden besmet.

Teneinde besmette bedrijven op te sporen, wordt er bij elke miskraam in een schapen- of geitenhouderij een onderzoek ingesteld. Dat is immers een aanwijzing voor een mogelijke infectie. Daarnaast wordt in melkschapen- en melkgeitenbedrijven een analyse van de melk uitgevoerd. Het FAVV neemt de kosten van de analyse van de melk en van het onderzoek na een miskraam voor zijn rekening.

Tot dusver zijn slechts zeven bedrijven verplicht om hun melk te pasteuriseren. Geen enkel daarvan produceert rauwe melk of kaas op basis van rauwe melk.

02.03 Damien Thiéry (MR): Ik ben blij te horen dat de vaccinatie vanaf de lente verplicht zal worden gesteld.

02.04 Minister Sabine Laruelle (Frans): Ik heb van mijn Nederlandse collega een reserve van 3.000 vaccindosissen gekregen, die we onmiddellijk zullen kunnen gebruiken als een bedrijf dat kaas op basis van rauwe melk produceert, getroffen zou worden. Zo hoeft het bedrijf de melk niet te pasteuriseren.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de in België verleende afwijkingen betreffende pesticiden" (nr. 2701)

03.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Overeenkomstig artikel 53 van de Europese verordening van 21 oktober 2009 kunnen er in noodgevallen en op bepaalde voorwaarden afwijkingen worden toegestaan inzake het gebruik van fytosanitaire producten. Volgens *Pesticides Action Network Europe* (PAN EU) is het aantal afwijkingen in vier jaar tijd vervijfvoudigd ten gunste van stoffen die aanzienlijke en welbekende sanitaire risico's met zich brengen; er is weinig of niets bekend over de gebruikte hoeveelheden, de redenen voor die afwijkingen en de begeleidende maatregelen.

België zou slechts drie afwijkingen hebben toegestaan in 2009 en vier in 2010, maar die afwijkingen zijn op www.fytoweb.be niet terug te vinden en de redenen voor die afwijkingen worden evenmin vermeld, terwijl de overheid verplicht is die op te geven.

Werden die afwijkingen werkelijk toegestaan in 2010? Voor welke stoffen en om welke redenen?

Voorzitter: Hans Bonte.

03.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): De verordening 1107/2009 zal pas in werking treden op 14 juni 2011. Ondertussen blijft richtlijn 91/414 van toepassing. Ze maakt het mogelijk om toelatingen te verlenen voor het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen, indien een gevaar niet op een andere wijze kan worden bestreden. Die producten mogen bovendien slechts gedurende maximum 120 dagen worden gebruikt.

De FOD Volksgezondheid heeft altijd getracht het aantal afwijkingen zoveel mogelijk te beperken. In 2010 werden er vier toegekend. Informatie over die afwijkingen kan men op de website fytoweb.be, onder de rubriek 'Persberichten', vinden. Het gaat daarbij om de volgende producten: ANTAK (van 15 mei tot 12 september, tegen ongewenste scheutvorming in de tabaksteelt), bentazon (gedurende 120 dagen vanaf 1 juli voor de onkruidbestrijding in klaverzaadteelt), DD-95 en TELONE II op basis van 1,3-dichloorpropeen (van 18 maart tot 12 juli, voor de ontsmetting van grond in de tuinbouw) en MENNO CLEAN op basis van benzoëzuur (van 1 januari tot 31 december (diverse vergunningen), voor de ontsmetting van kassen en landbouwmateriaal; zonder dat ontsmettingsmiddel zou de teelt van onder meer tomaten, ernstige schade kunnen oplopen).

03.03 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (*Ecolo-Groen!*): Ik wist niet dat de informatie in persberichten te vinden was. Wordt het gebruik van die producten toegelaten omdat er geen alternatieven zijn of omdat de weersomstandigheden uitzonderlijk zijn?

03.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Er zijn geen andere producten voorhanden. Het toegelaten gebruik ervan is zeer specifiek: tegen scheutvorming in de tabaksteelt, in de klaverzaadteelt en voor teelt onder glas, in een beheerste atmosfeer, dus.

03.05 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (*Ecolo-Groen!*): Welke stimulansen worden er gegeven om het onderzoek naar veiliger producten aan te zwengelen? Europa beschouwt deze stoffen als gevaarlijk en verbiedt het gebruik ervan.

03.06 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Weet u hoeveel het kost om een product te ontwikkelen? U kunt natuurlijk ook altijd vragen dat men stopt met de tabaksteelt in België!

03.07 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (*Ecolo-Groen!*): Misschien doe ik dat wel.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Mevrouw Muylle wenst haar vraag nr. 2709 om te zetten in een schriftelijke vraag. Ze zal een schriftelijk antwoord krijgen.

04 **Vraag van de heer Flor Van Noppen aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het groot aantal klachten bij het FAVV" (nr. 2711)**

04.01 **Flor Van Noppen** (*N-VA*): Het aantal klachten over voedsel bij het FAVV is de jongste jaren bijna verdubbeld. Het FAVV schrijft deze kritischere houding van de consument toe aan de invloed van tv-kookprogramma's, maar dit is volgens mij maar een deel van de verklaring. Waakzaamheid is geboden.

Wat waren de voornaamste klachten in 2010? In welke sectoren zijn er de meeste klachten? Wat zijn de verschillen met vorige jaren?

04.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): In 2010 heeft het Meldpunt voor Consumenten 4.039 klachten ontvangen die met voedsel te maken hebben. Ik geef even de top vijf: 1.264 klachten gingen over de hygiëne van lokalen en personen, 777 over het rookregime, 589 over de fabricage- en bewaarmethodes, 460 over dierenwelzijn en 378 over veronderstelde voedselvergiftigingen. Deze top vijf is al enkele jaren dezelfde, op de klachten over het rookregime na – maar dat regime verandert geregeld.

De klachten gaan vooral over de distributiesector, omdat de consument daar rechtstreeks mee in contact komt. De consument is zich steeds meer bewust van het belang van voedselveiligheid en de bekendheid van het Meldpunt neemt duidelijk toe. Het motief van elke klacht is steeds bekend, maar statistieken over de verschillende subsectoren zijn niet beschikbaar.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw **Thérèse Snoy et d'Oppuers** aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de op EU-vlak genomen bijkomende maatregelen om bijen en insecten te vrijwaren tegen insecticiden" (nr. 2717)

05.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Behandeld zaaigoed is gevaarlijk voor bijen. In Duitsland werd een groot aantal bijen vergiftigd, omdat planten in de buurt vervuild raakten door stof afkomstig van het omhulsel van de zaden. In een recent persbericht van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu wordt aandacht besteed aan de bijkomende maatregelen die op het Europese niveau worden genomen in verband met de insecticiden die in dat stof aanwezig zijn: de behandeling met insecticiden mag enkel nog gebeuren door professionele bedrijven, zaadbehandeling door landbouwers is niet langer toegelaten, er moet gebruik worden gemaakt van pneumatische zaaimachines uitgerust met deflectoren die het gevormde stof naar of in de grond leiden, bloeiende onkruiden moeten worden verwijderd en er moeten monitoringprogramma's worden opgesteld. De FOD Volksgezondheid somt nog een aantal andere voorzorgsmaatregelen op.

Zijn al die maatregelen geen pleister op een houten been? In hoeverre zijn ze haalbaar? Ze zijn weliswaar duidelijk, maar kan de toepassing ervan in het veld ook worden nagegaan?

In het persbericht worden de merken van de pesticiden opgesomd. Die namen kunnen echter veranderen. Zou men niet beter de actieve bestanddelen vermelden?

Er wordt gevraagd bloeiend onkruid te verwijderen. Vreest u niet dat de landbouwers al het onkruid zullen verwijderen, wat ten koste zal gaan van de biodiversiteit?

Hoe zullen de diensten kunnen nagaan of die maatregelen wel in praktijk worden gebracht?

05.02 Minister **Sabine Laruelle** (Frans): Het verheugt mij dat u het gebruik van bepaalde fytofarmaceutische producten steunt. Het gaat om de tenuitvoerlegging van Europese regelgeving.

Tot nu toe werden er enkel preventieve maatregelen genomen. Het probleem van de vorming van toxisch stof tijdens het zaaien werd in België niet vastgesteld. Op federaal niveau zien we erop toe dat de fyto-sanitaire producten die op de markt gebracht worden, beantwoorden aan de Europese veiligheidscriteria. Indien nodig worden ze uit de handel genomen.

Mijn diensten hebben liever dat de merknaam van het product vermeld wordt in plaats van de actieve bestanddelen, omdat de gebruikers daar minder vertrouwd mee zijn. De beslissingen van het Erkenningscomité kunnen worden geraadpleegd op de website www.fytoweb.be. Er zal een implementatietermijn in acht worden genomen.

Het verwijderen van bloeiende onkruiden wordt aanbevolen voor de delen die met behulp van andere methoden behandeld moeten worden. In het geval waarover wij ons buigen, worden dergelijke behandelingen veel minder vaak toegepast.

05.03 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Die maatregelen kunnen in de praktijk nauwelijks gecontroleerd worden. Men zou beter de oorzaak van het probleem, d.i. de aanwezigheid van die toxische insecticiden waardoor het bijenbestand terugloopt, aanpakken.

Zelfs uit omhulde zaden groeien, door de kiemvorming, planten die sporen van die producten bevatten, die de bij kan opnemen.

05.04 Minister **Sabine Laruelle** (Frans): We kunnen de landbouw ook verbieden!

05.05 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Natuurlijk niet, maar de dag dat er geen bijen meer zijn, zullen we zwaar in de problemen komen! We zullen het nooit eens worden!

05.06 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Nee, maar dat is niet erg!

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2791 van mevrouw Fonck wordt op haar verzoek omgezet in een schriftelijke vraag.

De behandeling van de vragen eindigt om 10.30 uur.